

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



**REVISION DES COMPTES NATIONAUX DU MALI SUIVANT LE
NOUVEAU SYSTEME DES NATIONS UNIES DE COMPTABILITE
NATIONALE (SCN 2008)**

**COMPTES NATIONAUX DE L'ANNEE DE BASE 2015 ET DE LA
PREMIERE ANNEE COURANTE 2016**

NOTE D'ANALYSE

Janvier 2021

SOMMAIRE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
II. OBJECTIFS DE LA REVISION	8
III. CHANGEMENTS INTRODUIITS	8
3.1. Nomenclature d'activité et de produits pour la Comptabilité Nationale.....	8
3.2. Amélioration de la couverture par les sources de données	9
3.2.1. Les nouvelles sources de données.....	9
3.2.2. Les enquêtes spécifiques.....	10
3.3. Les nouvelles méthodes de calculs et d'estimations	10
3.3.1. La méthode de calcul du SIFIM.....	10
3.3.2. La méthode de calcul de la Production des services d'assurance dommages.....	10
3.3.3. Autres changements méthodologiques	10
IV. RESULTATS DE LA REVISION ET DU PASSAGE AU SCN 2008	11
4.1. Comparaison des comptes nationaux 2015 dans les deux systèmes : Optique de la production	12
4.2. Comparaison des comptes nationaux 2015 dans les deux systèmes : Optique de la demande	13
V. EVOLUTION DES AGREGATS ENTRE 2015 ET 2016	15
5.1. Croissance économique et profil du PIB.....	15
5.1.1. Croissance économique par secteur	15
5.1.2. Poids des secteurs et contribution sectorielle à la croissance du PIB réel	17
5.1.3. Emplois du PIB	18
5.2. Autres agrégats macroéconomiques.....	19
5.2.1. Critères de convergence de l'UEMOA	20
➤ Solde budgétaire de base	20
➤ Encours de la dette publique sur PIB.....	20
➤ Taux de pression fiscale	21
➤ Solde courant de la balance des paiements.....	22
5.2.2. Autres agrégats macroéconomiques	23
VI. CONCLUSIONS	24
ANNEXE	26

Liste des Figures :

FIGURE 1:TAUX DE CROISSANCE DE LA-BRANCHE DU SECTEUR PRIMAIRE	15
FIGURE 2:RECAPITULATIF DES EVOLUTIONS DES ACTIVITES NON AGRICOLES	17
FIGURE 3 ANALYSE DE L'EVOLUTION DU RATIO SOLDE BUDGETAIRE/PIB SELON LES DEUX SYSTEMES	20
FIGURE 4 EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE /PIB SELON LES DEUX SYSTEMES.....	21
FIGURE 5 EVOLUTION DE LA PRESSION FISCALE SELON LES DEUX SYSTEMES	21
FIGURE 6 EVOLUTION DU SOLDE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SELON LES DEUX SYSTEMES	22

Liste des tableaux :

TABLEAU 1:ANALYSE SECTORIELLE DE L'EVOLUTION DU PIB	12
TABLEAU 2: RESULTATS DEFINITIFS ET ANALYSE COMPAREE SELON L'OPTIQUE PRODUCTION.....	12
TABLEAU 3: RESULTATS DEFINITIFS ET ANALYSE COMPAREE SELON L'OPTIQUE DEMANDE.....	14
TABLEAU 4: STRUCTURE DU PIB DE 2015 A 2016 ET CONTRIBUTION A LA CROISSANCE PAR SECTEUR	18
TABLEAU 5:EMPLOIS DU PIB ET CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	19
TABLEAU 6:RESUME DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES	23

Liste des sigles et abréviations :

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AFRITAC de l'OUEST	Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique de l'Ouest
APU	Administrations Publiques
ASDI/SCB	Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement) Statistique Suède
BCEAO	Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
BDP	Balance des paiements
CCF	Consommation de Capital Fixe
CF	Consommation Finale
CI	Consommation Intermédiaire
DNTH	Direction Nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie
DNPIA	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSF	Déclaration Statistiques et Financières
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPA	Etablissements Publics à Caractère Administratifs
EPN	Etablissements Publics Nationaux
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPI	Indice de la Production Industrielle
IPPAP	l'Indice des Prix des Produits Agricoles à la Production
IPPI	Indice des Prix de Production dans l'Industrie
ISBL	Institutions Sans But Lucratifs
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
MINUSMA	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali
NAPROMA	Nomenclature des Activités et des Produits du Mali
PIB	Produit Intérieur Brut
PSR	Programme Statistique Régional
R-D	Recherche et Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RGUE	Recensement Général des Unités Economiques
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDS	Schéma Directeur de la Statistique
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
SIFIM	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés

SSN	Système Statistique National
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VS	Variation des Stocks

Résumé

Le Gouvernement de la République du Mali, à travers l'Institut National de la Statistique (INSTAT) avec l'appui des partenaires au développement, s'est engagé dans le processus de rénovation des comptes nationaux conformément aux recommandations du SCN 2008, qui s'inscrit dans le Schéma Directeur de la Statistique (SDS).

*Le processus a démarré avec les travaux du changement d'année de base qui ont abouti à une réévaluation de **18,9%** du PIB de l'année de base 2015, soit une hausse de **1465,3 milliards de FCFA** par rapport à son niveau selon le SCN 93.*

*En effet, la migration vers le SCN 2008 donne un PIB de **9 212,9 milliards de FCFA** pour l'année 2015 contre **7 747,6 milliards de FCFA** selon le SCN 93. La hausse du niveau du PIB s'explique essentiellement par l'amélioration de la couverture de l'activité économique à travers l'utilisation des sources additionnelles (RGUE, ERI-ESI, ISBL, etc.) dans plusieurs secteurs et l'amélioration des méthodes de calcul conformément aux recommandations du SCN 2008.*

*Selon l'optique production, la réévaluation du PIB de **18,9%** est imputable à la hausse enregistrée par les secteurs tertiaire (+**27,9%**) et secondaire (+**46,9%**), de même que les impôts nets sur les produits (+**12,6%**) par rapport à leurs niveaux évalués selon le SCN 93. Le relèvement du niveau du PIB calculé selon le SCN 2008 est atténué par la baisse de **2,5%** du secteur primaire.*

*Du point de vue contribution au niveau de la réévaluation de **18,9%** du PIB, le tertiaire domine les autres secteurs avec **10,4 points**. Il est suivi du secteur secondaire avec **8,5 points** et des impôts nets sur produits avec **0,9 points**. Le secteur primaire a enregistré une contribution négative de **0,9 points**.*

*Du point de vue de l'optique demande, il ressort une augmentation de **10,7%** de la consommation finale (CF) et une forte hausse de **54,5%** de la formation brute de capital fixe (FBCF). En revanche, les variations de stocks ont enregistré une baisse de **73,2%** liée à l'amélioration de la couverture et de la méthode d'estimation surtout de l'élevage.*

Quant aux niveaux des importations et des exportations, ils sont restés presque stables en se basant sur les données de la balance des paiements (BDP). Les légères variations positives constatées proviennent de la prise en compte des SIFIM en exportations et en importations conformément aux nouveautés du SCN 2008.

*En termes de contributions, la FBCF et la CF ont plus contribué au niveau de la réévaluation du PIB avec respectivement **10,0** et **10,1 points**.*

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les changements structurels de l'économie mondiale ont conduit à la révision de la nomenclature internationale des activités et des produits. Dans les mêmes sillages, en 2008, la Commission des Statistiques des Nations Unies a révisé le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 pour approuver et adopter un nouveau Système de Comptabilité Nationale, le SCN 2008 comme nouvelle norme internationale de production et de diffusion des comptes nationaux. Selon les recommandations internationales, une année de base doit être révisée au moins tous les cinq (5) ans et au plus tous les dix (10) ans.

Pour le cas du Mali, l'année de base élaborée selon le SCN 93 date de 1997 soit plus de 20 années d'ancienneté. Il apparaît que la structure de l'économie de ladite année de base est en déphasage avec l'évolution actuelle du contexte socioéconomique national et international.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement de la République du Mali, à travers l'Institut National de la Statistique (INSTAT) a entamé le processus de rénovation des comptes nationaux du Mali. Ce processus s'inscrit dans le cadre du Schéma Directeur de la Statistique (SDS) qui vise, entre autres, à doter le pays d'un système de comptabilité nationale performant et conforme aux recommandations internationales en matière de bonnes pratiques.

Cette révision des comptes nationaux offre également une opportunité pour la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008) à l'aide du module ERETES, outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. L'adoption de cet outil, utilisé par la plupart des pays membres de l'Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) favorise une sécurisation et une meilleure comparaison des données, ainsi qu'une amélioration de la qualité des résultats des comptes nationaux.

La rénovation des Comptes consiste à une série d'activités parmi lesquelles la construction des comptes de l'année de base, l'élaboration des comptes de la première année courante, la rétopolation des années antérieures ainsi que les travaux connexes. Elle permet l'amélioration de la couverture de certains domaines d'activités, la prise en compte des recommandations du SCN 2008 et l'introduction des changements structurels ayant affecté l'économie nationale.

A cet effet, la nouvelle année de base retenue par le Mali est l'exercice 2015. A cet égard, l'exercice 2016 est la première année courante.

Le processus de rénovation des comptes qui a mobilisé plusieurs cadres comptables nationaux de l'INSTAT, a bénéficié de l'appui des partenaires techniques et financiers notamment la Commission de l'UEMOA, l'AFRITAC de l'Ouest, l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), la Coopération Suédoise (ASDI/SCB) et les INS partenaires du Sénégal et du Togo.

La présente note fait le point des résultats de l'évaluation du PIB de l'année de base 2015 selon la méthodologie du SCN 2008 ainsi que celle de la première année courante 2016.

II. OBJECTIFS DE LA REVISION

L'objectif global du changement d'année de base et de la migration vers le SCN 2008 est de doter le pays d'indicateurs macroéconomiques pertinents, à jour, conformes aux normes internationales et qui reflètent la structure de l'économie du Mali.

Il s'agit, par ailleurs, de revoir en profondeur l'ensemble des sources statistiques utilisées pour le calcul du Produit Intérieur Brut (PIB) et des autres indicateurs, d'apporter des améliorations méthodologiques en vue de renforcer la qualité des comptes nationaux.

Spécifiquement, il s'agit de :

- construire des comptes nationaux de la nouvelle année de base suivant les recommandations du SCN 2008 ;
- élaborer les comptes nationaux de la première année courante conformément aux normes du SCN 2008 ;
- rétropoler les anciennes séries des comptes nationaux ;
- publier les nouvelles séries de comptes nationaux intégrant l'ensemble des changements et reflétant la structure de l'économie du Mali.

III. CHANGEMENTS INTRODUIITS

Cette section fait ressortir les différents changements adoptés dans l'élaboration des comptes économiques du Mali suivant les normes du SCN 2008, à savoir la nomenclature des activités et des produits, la couverture par les nouvelles sources de données, les méthodes de calcul...

3.1. Nomenclature d'activité et de produits pour la Comptabilité Nationale

En vue d'adapter son économie au contexte mondial en respectant la classification internationale, le Mali a élaboré une nomenclature des activités et des produits (NAPROMA). Cette classification a été adoptée à partir de NAEMA rév 1 et NOPEMA rév 1 d'AFRISTAT. Elle est le résultat d'un processus de travail en ateliers impliquant des cadres de l'INSTAT, des représentants d'autres structures nationales productrices de données et des utilisateurs nationaux des nomenclatures des activités et des produits avec l'appui technique des experts d'AFRISTAT.

La nouvelle nomenclature de comptabilité nationale du Mali utilisée dans le cadre du changement de l'année de base est dérivée de la NAPROMA. Ainsi, elle est passée de 23 branches sous le SCN 1993 à 37 branches sous le SCN 2008. Pour les Sous branches, elle est passée de 37 sous le SCN 1993 à 93 sous le SCN 2008. Concernant les produits, elle est passée de 60 sous le SCN 1993 à 172 sous le SCN 2008.

Du point de vue des secteurs institutionnels, la nomenclature du Mali comprend l'économie nationale et le Reste du monde. L'économie nationale est subdivisée en 5 secteurs institutionnels que sont les Sociétés non Financières, les Sociétés Financières, les Administrations Publiques, les Ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages.

3.2. Amélioration de la couverture par les sources de données

L'amélioration de la couverture de l'activité économique du pays par les sources de données a été possible grâce à la mobilisation de dix-huit (18) sources de données supplémentaires passant ainsi de dix-sept (17) sources pour la série des comptes nationaux élaborés sous le SCN 1993 à trente-cinq (35) pour la nouvelle série sous le SCN 2008 avec comme année de base 2015. Ces différentes sources sont constituées des données administratives et des données provenant d'opérations de recensement et d'enquêtes.

3.2.1. Les nouvelles sources de données

Au niveau du secteur primaire, le rapport annuel de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), les informations tirées du site de la FAO ont été exploités pour la source agriculture. S'agissant de la source pêche, le Système d'Information de la Pêche et de l'Aquaculture (SIPA) et le rapport annuel de la Direction Nationale de la Pêche (DNP) ont été exploités.

Au niveau du secteur secondaire, des informations provenant de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) ont été prises en compte pour le traitement des activités extractives.

Pour les sociétés non financières (SNF), les résultats de la phase de cartographie et repérage du Recensement Général des Unités Economiques (RGUE) ont été exploités. L'annuaire de l'hôtellerie et du tourisme, produit par la DNTH, a été également exploité pour le traitement des SNF.

Au niveau du secteur tertiaire, pour la source société financière, les Comptes 80, 87, 89 (Bilan, pertes et profits et comptes d'exploitation) de la DNTCP, le Rapport d'audit de la Banque Centrale (Siège), l'Effectif des employés de la Direction Nationale de la BCEAO Mali, et le Rapport annuel des microfinances ont été exploités.

Pour la source APU, le Bilan et compte de gestion de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été exploité.

En ce qui concerne la source ISBL, les données de l'enquête ISBL ont été utilisées.

D'autres nouvelles sources non moins importantes ont été exploitées dans le cadre de la rénovation des comptes au niveau des trois secteurs. Il s'agit de IPPAP, ICA et IPPI.

Au chapitre des autres sources complémentaires, les données des enquêtes EMOP, MICS et ELIM, EHCVM et IHPC ont été utilisées pour le traitement de la consommation finale. Les données de l'EMOP, de l'ONEF, de ERI-ESI, de l'INPS, des effectifs de la Fonction publique de l'Etat (civils et militaires) et des collectivités, les effectifs des Banques, Sociétés d'Assurances et des SFD ont été pris en compte pour estimer le niveau des emplois.

Les données de ERI-ESI, EHCVM, Enquête de structure des CI ont été exploitées pour traiter les activités du secteur informel et celles de l'Enquête sur les marges de commerce et de transport ont

été utilisées pour le traitement des variables marges de commerce et de transport. Pour le traitement des impôts et taxes, le Code des impôts, le Code minier et le Code pétrolier ont été mis à contribution.

3.2.2. Les enquêtes spécifiques

Comme présentées dans la section précédente, les données de plusieurs enquêtes spécifiques ont été exploitées dans le cadre du traitement des sources de la comptabilité nationale. L'objectif de l'utilisation desdites données d'enquêtes en question est de disposer des informations qui donnent une meilleure connaissance de la structure du secteur d'activité concerné pour les besoins des travaux de rénovation des comptes nationaux sous le SCN 2008. Il s'agit des données des enquêtes sur les Etablissement Publics Nationaux (EPN), les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBL-SM), la structure des CI, les marges de commerce et de transport, le RGUE et ERI-ESI.

3.3. Les nouvelles méthodes de calculs et d'estimations

Sur le plan méthodologique, la migration vers le SCN 2008 a permis de prendre en compte les nouveautés importantes pour l'économie malienne dont les principales sont :

3.3.1. La méthode de calcul du SIFIM

Le SCN 2008 recommande une nouvelle méthode de calcul du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré ainsi que de sa répartition entre les différents utilisateurs. Cette recommandation a été prise en compte. En outre les SIFIM à l'importation et à l'exportation ont été estimés en conformité avec les recommandations du manuel 6 des statistiques de balance des paiements.

3.3.2. La méthode de calcul de la Production des services d'assurance dommages

L'assurance dommage est la forme d'assurance qui couvre les cas de destructions importantes d'actifs dues à des événements exceptionnels comme les catastrophes naturelles. Le calcul de la Production des services d'assurance dommages suivant les recommandations du SCN 2008 a permis d'améliorer le niveau de la valeur ajoutée des activités des assurances.

3.3.3. Autres changements méthodologiques

Conformément aux recommandations du SCN 2008, d'autres changements méthodologiques majeurs ont été introduits. Il s'agit de :

- la redéfinition de la méthode de calcul de la production de l'Agence Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) comme une production non marchande a été faite ;

- l'extension de la frontière des actifs et de la formation brute de capital des administrations publiques pour y inclure les dépenses en systèmes d'armes ;
- la recherche et développement (R-D) considérée comme une FBCF selon le SCN 2008 contrairement au SCN 93 où elle était considérée comme CI.

IV. RESULTATS DE LA REVISION ET DU PASSAGE AU SCN 2008

Dans le cadre de la rénovation de ses comptes nationaux, le Mali a retenu l'année 2015 comme nouvelle année de base. Conformément aux recommandations du SCN 2008, des innovations ont été introduites tant au niveau des méthodes de calculs que de la couverture des sources de données et de la classification des activités et des produits.

L'impact des différentes innovations suivant les recommandations du SCN 2008 ont permis de réévaluer le PIB à 9 213,0 milliards de FCFA contre 7 747,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 18,9% par rapport à son niveau sous le SCN 1993.

La hausse des **18,9%** du PIB s'explique par :

- la couverture plus large des activités économiques avec une contribution de +17,0%, due à la prise en compte des données des sources telles que : les résultats de la cartographie du RGUE, des enquêtes ERI-ESI, EHCVM, EMOP, ELIM, ISBL et des données plus améliorées de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des eaux et forêts ;
- la mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 avec une contribution de +1,8% due à la clarification de la production de la banque centrale, à l'amélioration du calcul de la production des services d'assurance dommages, au traitement de la réassurance comme l'assurance directe, à la prise en compte de la Recherche et développement (R-D) et à l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) ;
- le retraitement des données des impôts et taxes nets de subvention avec une contribution de +0,9% due à une codification plus affinée et une mise en cohérence des informations fournies ;
- l'utilisation de nouvelles méthodes d'estimation avec une contribution négative de 0,8% permettant ainsi de corriger les surestimations par les anciennes méthodes consistant notamment à une amélioration de la méthode du traitement des données des Administrations Publiques, à la mise en œuvre d'une méthode d'estimation du captage d'eau, à la révision à la hausse des taux de CI de l'élevage et des taux de pertes de certains produits agricoles, à la baisse des productions de l'élevage et de la pêche ainsi que l'utilisation des prix producteurs calculés à partir d'un nouveau dispositif de production des prix à la production (IPPAP).

Tableau 1: Analyse sectorielle de l'évolution du PIB

Secteurs d'activités	Source Changement	SCN1993	SCN2008	Impact (%)
Primaire	Couverture	10 119	47 077	0,5
	Méthodologie	2 874 488	2 765 555	- 1,4
	Total Primaire	2 884 607	2 812 632	- 0,9
Secondaire	Couverture	1 400 060	2 047 731	8,4
	Méthodologie	1 450	11 580	0,1
	Total Secondaire	1 401 510	2 059 311	8,5
Tertiaire	Couverture	1 894 559	2 526 515	8,2
	Méthodologie	935 853	969 525	0,4
	Recommandations SCN 2008	56 847	198 013	1,8
	Total Tertiaire	2 887 259	3 694 053	10,4
Global	Couverture	3 304 738	4 621 323	17,0
	Méthodologie	3 811 791	3 746 660	- 0,8
	Recommandations SCN 2008	56 847	198 013	1,8
	Impôts et Taxes nets de subventions	574 314	646 963	0,9
	PIB	7 747 690	9 212 959	18,9

Sources : Comptes économiques, INSTAT

4.1. Comparaison des comptes nationaux 2015 dans les deux systèmes : Optique de la production

Selon l'optique de la production, la réévaluation du PIB de **18,9%** est imputable à la hausse enregistrée par les secteurs tertiaire (+**27,9%**) et secondaire (+**46,9%**), de même que les impôts nets sur les produits (+**12,6%**) par rapport à leurs niveaux évalués selon le SCN 1993. Le relèvement du niveau du PIB calculé selon le SCN 2008 est atténué par la baisse de **2,5%** du secteur primaire.

L'évaluation du PIB de 2015 selon le SCN 2008 a révélé une modification dans la structure de l'économie nationale avec une prédominance du secteur tertiaire au détriment du primaire.

Du point de vue contribution au niveau de la réévaluation du PIB le tertiaire domine les autres secteurs avec **10,4 points**. Il est suivi du secteur secondaire avec **8,5 points** et des impôts nets sur produits avec **0,9 point**. Le secteur primaire a enregistré une contribution négative de **0,9 point**.

Tableau 2: Résultats définitifs et analyse comparée selon l'optique production

Secteurs d'activité	SCN 1993 (millions de FCFA)	SCN 2008 (millions de FCFA)	Variation Relative (%)	Poids SCN 93 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contribution (%)
Primaire	2 884 607	2 812 632	-2,5	37,2	30,5	-0,9
Secondaire	1 401 510	2 059 311	+46,9	18,1	22,4	+8,5

Tertiaire	2 887 259	3 694 053	+27,9	37,3	40,1	+10,4
Impôts nets sur produits	574 314	646 963	+12,6	7,4	7,0	+0,9
PIB	7 747 690	9 212 959	+18,9	100,0	100,0	+18,9

Sources : Comptes économiques, INSTAT

La baisse du niveau de la valeur ajoutée de 2,5% du primaire est due à la contraction de la valeur ajoutée des activités de l'élevage et chasse (-17,2%) et de la pêche (-49,6%). En revanche, le sous-secteur agriculture a connu une hausse de 12,6%. Le repli du primaire est lié non seulement au changement de la méthode d'estimation des productions de l'élevage et de la pêche mais également à l'utilisation des prix producteurs provenant de l'Indice des Prix des Produits Agricoles à la Production (IPPAP) contrairement à l'ancienne année de base où l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) et les prix collectés par la DNPIA étaient utilisés.

En ce qui concerne le secteur secondaire, on enregistre une réévaluation de **+46,9%** de sa valeur ajoutée. Cette augmentation s'explique principalement par l'amélioration de la couverture du secteur informel à travers l'enquête ERI-ESI et du secteur formel suite à l'exploitation des résultats de cartographie du recensement général des unités économiques (RGUE). En outre, cette forte augmentation est surtout liée aux méthodes d'estimation dans les branches d'activités de l'électricité et eau ainsi que la transformation de produits alimentaires à base de céréales.

S'agissant de l'augmentation de **27,9%** du secteur tertiaire, elle résulte, en grande partie, de l'amélioration de la couverture et la mise en œuvre des recommandations du SCN 2008. En effet, la prise en compte des données d'enquêtes et du RGUE a permis d'améliorer considérablement le niveau d'une grande partie des branches d'activités du secteur telles que le commerce, le loyer imputé, l'hébergement et restauration. A cela il faut ajouter les nouveautés du SCN 2008 notamment l'intégration de la production de la banque centrale, l'amélioration de la méthode de calcul de la production des services d'assurance dommages et de la réassurance, la prise en compte de la Recherche et développement (R-D) et l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

La bonification de **12,6%** des impôts nets sur les produits est liée essentiellement à une correction d'erreurs du passé relative à la double comptabilisation du remboursement des TVA dans le TOFE.

4.2. Comparaison des comptes nationaux 2015 dans les deux systèmes : Optique de la demande

Du point de vue de l'optique de la demande, on note une augmentation de **10,7%** de la consommation finale, une forte hausse de **54,5%** de la formation brute de capital fixe (FBCF).

La hausse de la consommation finale (CF) de **10,7%** est due à :

- l'amélioration de la couverture des administrations publiques (APU);
- la recodification et le reclassement de certaines dépenses et recettes des APU ;

- la révision de la méthode d'estimation de la consommation du capital fixe (CCF);
- l'amélioration de la couverture des institutions sans but lucratif (ISBL) ;
- l'utilisation des données d'enquêtes (ELIM, EHCVM, ERI-ESI, et EMOP) ;
- le calcul du SIFIM des ménages ;
- la consommation de la production de la Banque Centrale (BCEAO-Mali) par les APU.

Quant à la formation brute du capital fixe (FBCF), sa progression de **54,5%** s'explique par l'amélioration de la couverture, la prise en compte de la Recherche-Développement (R&D), les logiciels et les bases de données conformément aux recommandations du SCN 2008 de même que la prise en compte des services militaires de la MINUSMA en conformité avec le traitement de la Balance de Paiements (BDP).

En revanche, les variations de stocks ont enregistré une baisse de **73,2%** liée à l'amélioration de la couverture et de la méthode d'estimation surtout de l'élevage.

Les niveaux des importations et des exportations sont restés presque stables en se basant sur les données de la balance des paiements (BDP). Les légères variations positives constatées proviennent de la prise en compte des SIFIM en exportations et en importations conformément aux recommandations du SCN 2008.

En termes de contributions, la FBCF et la CF ont plus contribué au niveau de la réévaluation du PIB avec respectivement 10,0 et 10,1 points.

Tableau 3: Résultats définitifs et analyse comparée selon l'optique demande

	SCN 1993 (millions de FCFA)	SCN 2008 (millions de FCFA)	Variation Relative (%)	Poids SCN 93 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contribution (%)
CF	7 344 138	8 128 782	10,7	94,8	88,2	10,1
<i>Ménage</i>	6 075 721	6 642 967	6,0	78,4	69,9	4,7
<i>APU</i>	1 268 417	1 326 036	30,5	16,4	18,0	5,0
<i>ISBL</i>		159 779		0,0	3,9	4,7
FBCF	1 422 139	2 196 552	54,5	18,4	23,8	10,0
VS	186 351	49 925	-73,2	2,4	0,5	-1,8
Export	1 862 832	1 863 224	0,0	24,0	20,2	0,0
Import	3 067 770	3 072 635	0,2	39,6	33,4	0,1
PIB	7 747 690	9 212 959	18,9	100,0	100,0	18,9

Source : Comptes économiques, INSTAT

V. EVOLUTION DES AGREGATS ENTRE 2015 ET 2016

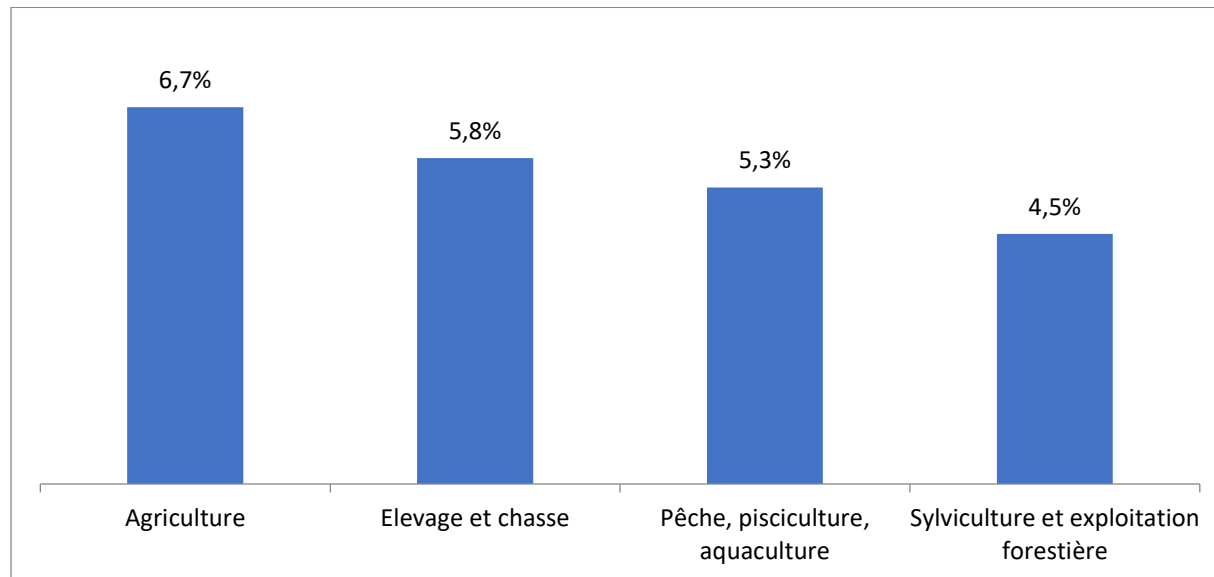
5.1. Croissance économique et profil du PIB

Le PIB, exprimé au prix courant a atteint **9 922,5 milliards de FCFA** en 2016 contre **9 213,0 milliards** en 2015, soit une hausse de 7,7 %. En volume, le PIB s'est accru au taux de **6,0 %** passant de 9 212,9 milliards de FCFA en 2015 à 9 766,2 milliards de FCFA en 2016, dégagant ainsi une variation positive de 1,7 % de l'indice implicite des prix du PIB.

5.1.1. Croissance économique par secteur

Par secteur d'activité, l'évolution du PIB en volume est la résultante de la progression conjointe, de 6,2 % des activités du secteur primaire, de 2,7% du secteur secondaire et de 6,1% du secteur tertiaire. La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire est principalement imprimée par la hausse de la valeur ajoutée agricole (+6,7 %) liée notamment à la bonne campagne cotonnière, la bonne tenue des branches « élevage et chasse » (+5,8 %) et « pêche, pisciculture et aquaculture » (+5,3 %) de même que la bonne cadence affichée par la sylviculture et l'exploitation forestière » (+4,5 %).

Figure 1: Taux de croissance de la-branche du secteur primaire



Source : Comptes économiques, INSTAT

En ce qui concerne le secteur secondaire, son taux de croissance en 2016 est de 2,1%. Il est essentiellement tiré par le bon comportement des activités extractives avec une croissance de 2,3% sous l'effet de l'embellie de l'extraction d'or (+2,1%). Les autres branches ayant contribué de

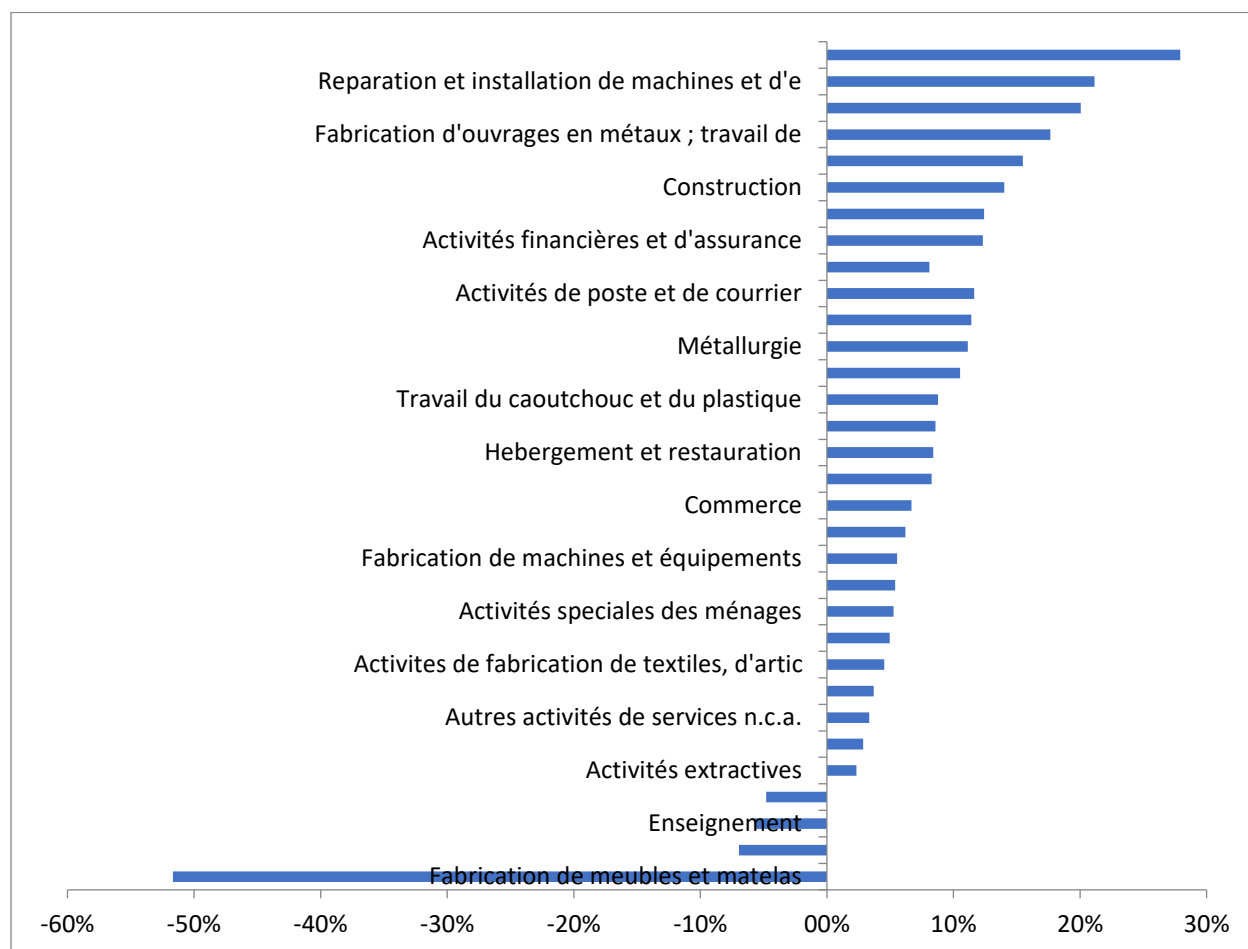
manière significative à la croissance du secondaire sont : la production et distribution d'électricité, de gaz et supports énergétiques avec une hausse de 6,2%, la production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution avec un bond de +8,6 % et la construction avec une augmentation en volume de 9,9%. La bonne tendance affichée par ces dernières branches résulte de la mise en œuvre des projets et programmes d'investissements pour augmenter l'offre d'énergie et d'eau et d'infrastructures routières, d'aménagement hydroagricoles, de logements... En revanche, il faut noter que la hausse du secteur secondaire est atténuée par la baisse de la production des industries manufacturières de 1,8% en dépit de la bonne tenue de la fabrication de textile (+4,5%) et de la fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques (27,9%). Le recul de la production manufacturière s'explique en grande partie par la contre-performance des industries agroalimentaires et tabac qui enregistrent une baisse de 4,8 %, ainsi que de la contraction de 6,9% de la production de l'ensemble des industries du travail de bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et cartons, articles en papier ou en carton et imprimerie et reproduction d'enregistrements.

Quant à la croissance de 6,4% du secteur tertiaire, elle est notamment impulsée par les branches suivantes : le commerce (+7,8 %), le transport, entreposage et autres activités auxiliaires (+5,0 %), les activités financières et d'assurance (+12,3%), l'information et la communication de (+10,5 %) essentiellement tirée par les télécommunications avec une hausse de 11,8% ainsi que les activités d'administration publique (+8,3%) du fait du bon niveau des recettes fiscales mobilisées.

Les services d'enseignement ont en revanche contribué négativement de 5,7% à l'augmentation de la valeur du tertiaire.

Par ailleurs, la performance des impôts et taxes recouverts qui est ressortie à près de 15% a également contribué à rehausser le niveau du PIB réel.

Figure 2: Récapitulatif des évolutions des activités non agricoles



Source : Comptes économiques, INSTAT

5.1.2. Poids des secteurs et contribution sectorielle à la croissance du PIB réel

La ventilation du PIB, par secteur d'activité, permet d'apprécier le poids et l'évolution de la contribution relative de chaque secteur à cet agrégat.

Il ressort que le primaire a contribué pour 1,9 point de pourcentage au taux de croissance du PIB en 2016. Cet apport du primaire est essentiellement imputable à celui des branches agricoles et de l'élevage et la chasse dont les contributions à l'augmentation du PIB représentent respectivement 1,2 point et 0,6 point de pourcentage. Quant à la part du secteur primaire dans le PIB réel en 2016, elle est de 30,6%. Ce faisant, le secteur primaire perd son rang de première place, en termes de contribution au PIB, au profit du secteur tertiaire.

En effet, le secteur tertiaire représente 40,1% du PIB réel en 2016. Il a contribué à hauteur de 2,5 points à la croissance dont 0,8 point attribué aux activités commerciales, 0,5 point pour les activités des administrations publiques et 0,5 point pour les activités relatives à l'information et Communication.

Entre 2015 et 2016, le secteur secondaire a enregistré une contribution à la croissance du PIB de 0,6 point de pourcentage. Cet apport à la croissance relativement faible s'explique principalement par la contribution négative de l'industrie agro-alimentaire (-0,3 point) compensée par celles des activités extractives (+0,2 point) et des activités de fabrication des produits chimiques (+0,1 point). En termes de pondération, le secteur secondaire est le plus faible des trois secteurs avec un poids de 21,7% du PIB réel en 2016.

Tableau 4: Structure du PIB de 2015 à 2016 et contribution à la croissance par secteur

Secteur	Poids 2015	Poids 2016	Contribution à la croissance
Primaire	30,5	30,6	1,9
Secondaire	22,4	21,7	0,6
Tertiaire	40,1	40,1	2,5
Impôts nets sur produits	7,0	7,6	1,0
PIB	100,0	100,0	6,0

5.1.3. Emplois du PIB

Selon l'optique de la demande la croissance de 6,0 % du PIB est due à la performance de la demande intérieure. La consommation finale est le principal moteur de la croissance du PIB. Elle contribue pour 4,8 points à la croissance suivie des investissements dont la contribution est de 4,5 points sur laquelle 3,7 points sont attribués à la Formation Brut du Capital Fixe (FBCF). En revanche, la contribution des exportations nettes est négative (-3,3 points).

En volume, la consommation finale (CF) en 2016 est de 8 573,1 milliards FCFA contre 8 128,8 milliards FCFA en 2015 soit une croissance de 5,5 %. La part de la CF dans la croissance est

estimée 4,8 points dont 4,0 points pour les ménages, 0,7 point pour les APU 0,1 point pour les ISBL. La consommation finale représente 87,8% de la demande globale en 2016 soit la plus importante. Du point de vue des secteurs institutionnels, les ménages dépensent en consommation finale 71,8 % du PIB, les administrations publiques (APU) 14,3 % et les ISBL, 1,7 %. La vigueur de la consommation finale des ménages est, entre autres, soutenue par la bonne campagne agricole et les transferts courants des maliens de l'étranger.

La FBCF en volume est de 2 541,8 milliards de FCFA en 2016 contre 2 196,5 milliards de FCFA en 2015, soit une croissance de 15,7 %. Il représente 26,0 % dans la formation du PIB.

Le solde des échanges extérieurs en volume passe de - 1 209,4 milliards de F CFA en 2015 à -1 516,0 milliards de F CFA en 2016. Le déficit se creuse davantage et contribue négativement au PIB pour 3,3 points. En effet, les importations progressent fortement de 10,9 % contre une hausse de 1,5 % pour les exportations.

Tableau 5: Emplois du PIB et contribution à la croissance

Emplois du PIB	2015	2016	Contribution	Poids 2015	Poids 2016
CF	8 128 782	8 573 063	4,8%	88,2%	87,8%
<i>Ménage</i>	6 642 967	7 014 381	4,0%	72,1%	71,8%
<i>APU</i>	1 326 036	1 393 150	0,7%	14,4%	14,3%
<i>ISBL</i>	159 779	165 532	0,1%	1,7%	1,7%
Investissement	2 246 477	2 657 647	4,5%	24,4%	27,2%
<i>FBCF</i>	2 196 552	2 541 831	3,7%	23,8%	26,0%
<i>VS</i>	49 925	115 816	0,7%	0,5%	1,2%
ACQUISITION OBJETS VALEUR	47 111	51 448	0,0%	0,5%	0,5%
Exportations nettes	- 1 209 411	-1 515 955	-3,3%	-13,1%	-15,5%
<i>Exportations</i>	1 863 224	1 891 197	0,3%	20,2%	19,4%
<i>Importations</i>	3 072 635	3 407 152	3,6%	33,4%	34,9%
PIB	9 212 959	9 766 203	6,0%	100,0%	100,0%

Source : Comptes économiques, INSTAT

5.2. Autres agrégats macroéconomiques

Le suivi de la performance des pays s'appuie essentiellement sur l'analyse d'indicateurs spécifiques tels que le PIB par tête, le solde budgétaire de base, le taux de pression fiscale, le taux d'ouverture, le taux d'endettement, le solde courant de la balance des paiements, etc. Tous ces

indicateurs sont définis par rapport au PIB. Ainsi, une modification du niveau du PIB a un impact direct sur le niveau desdits indicateurs.

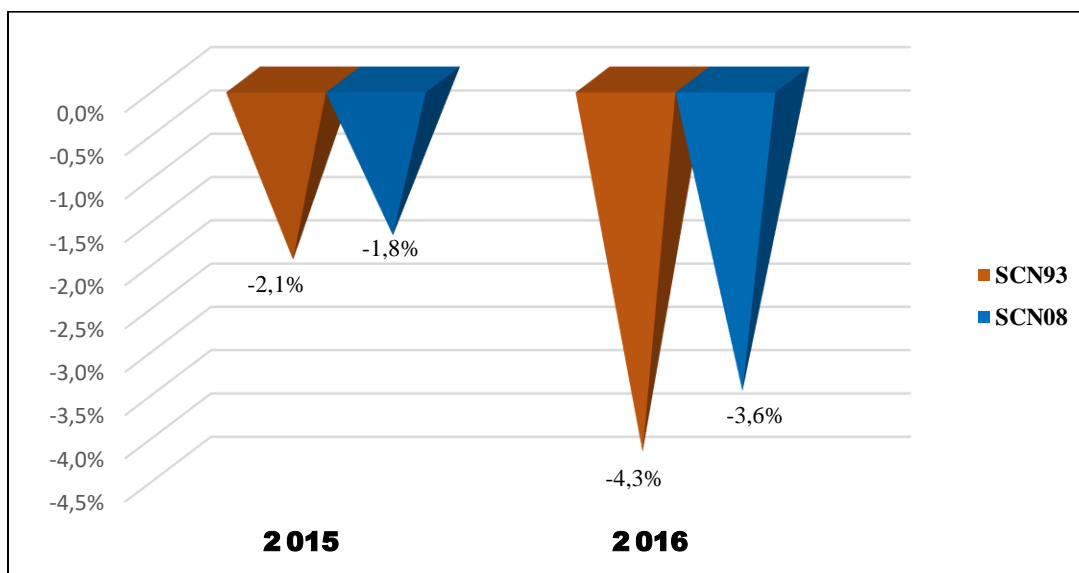
5.2.1. Critères de convergence de l'UEMOA

L'impact de la réévaluation du PIB sur les critères de convergence diffère selon qu'il s'agisse d'un seuil minimum à atteindre (pression fiscale) ou d'un seuil maximum à ne pas dépasser (Solde budgétaire de base, taux d'endettement). Ce faisant, certains ratios ont subi une détérioration et d'autres une certaine amélioration.

➤ Solde budgétaire de base

Le ratio du solde budgétaire de base passe de -2,1 % sous le SCN 93 à -1,8% sous le SCN 2008 pour l'année 2015 soit une légère amélioration de 0,3 point de pourcentage. Cette tendance reste valable pour l'année de 2016 avec une bonification de 0,7 point de pourcentage (voir figure 5).

Figure 3 Analyse de l'évolution du ratio solde budgétaire/PIB selon les deux systèmes

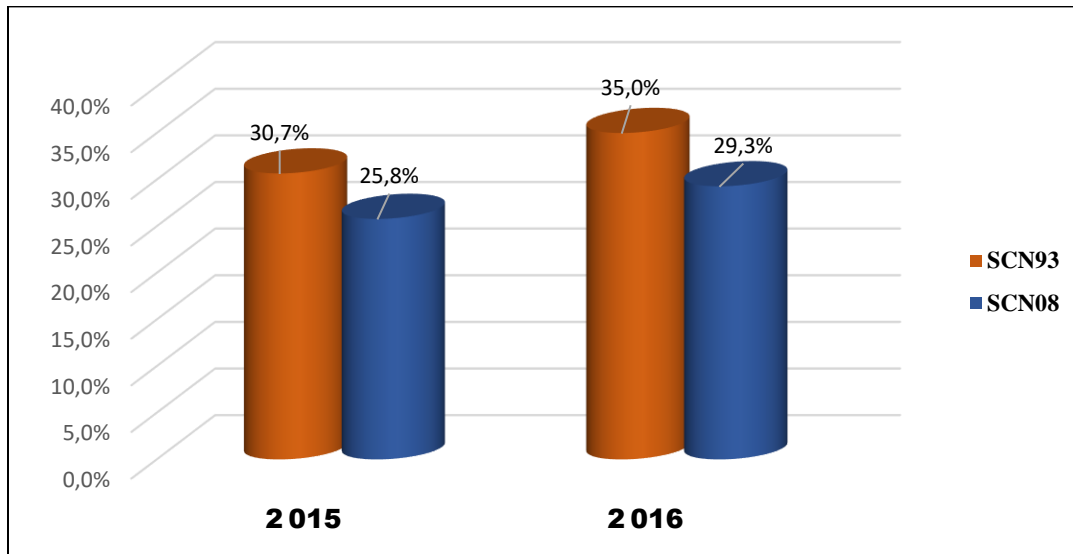


Sources : INSTAT/Comptes Nationaux sous SCN 2008

➤ Encours de la dette publique sur PIB

Le ratio « Encours de la dette publique par rapport au PIB » s'améliore en passant de 30,7% sous SCN 93 à 25,8% sous SCN 2008, soit une amélioration de 4,9 points de pourcentage contre une bonification de 5,7 points de pourcentage pour l'année 2016 (voir figure 6).

Figure 4 Evolution de l'encours de la dette publique /PIB selon les deux systèmes

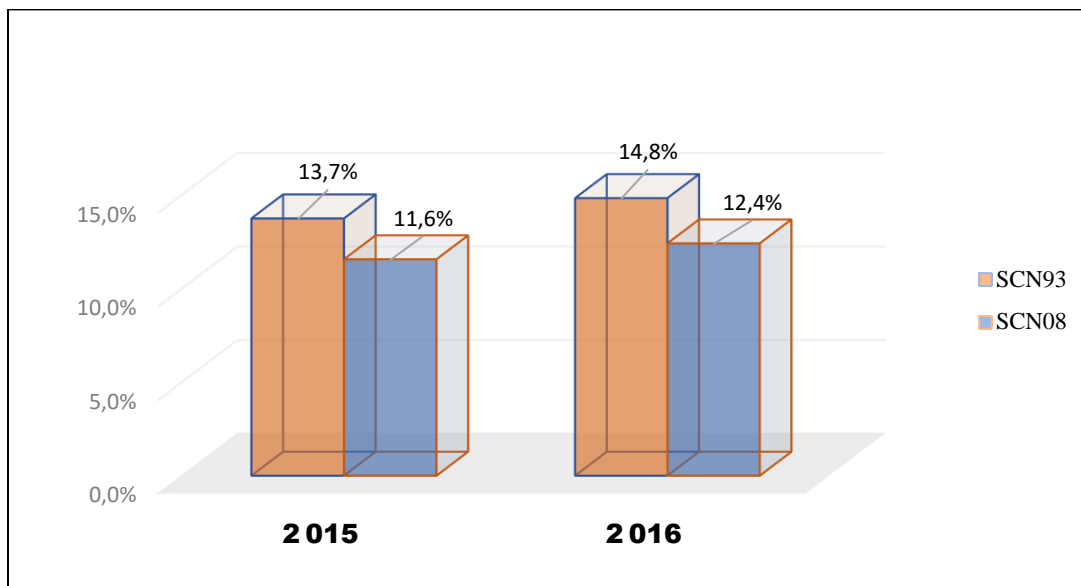


Sources : INSTAT/Comptes Nationaux sous SCN 2008

➤ Taux de pression fiscale

Quant au taux de pression fiscale, elle se dégrade par rapport à l'objectif de 17%. En 2015, il est de 11,6% sous le SCN 2008 contre 13,7% sous le SCN 1993 soit une perte de 2,1 points de pourcentage du PIB. En 2016, le niveau de la dégradation de cet indicateur est de 2,4 points de pourcentage (voir figure 7).

Figure 5 Evolution de la pression fiscale selon les deux systèmes

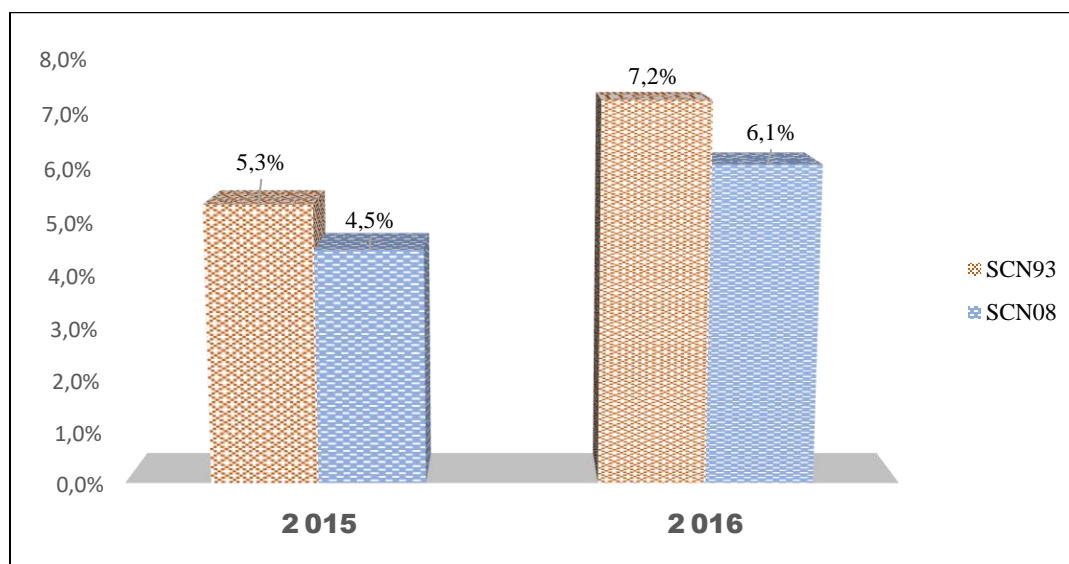


Sources : INSTAT/Comptes Nationaux sous SCN 2008, TOFE/DNTCP

➤ Solde courant de la balance des paiements

Le ratio solde des transactions courantes de la balance des paiements sur PIB s'améliore légèrement. En 2015, il ressort à 4,5% du PIB rénové contre 5,3% du PIB sous SCN 93. Concernant l'année 2016, cet indicateur se situe à 6,1% du PIB sous SCN 2008 contre 7,2% du PIB sous SCN 1993 (voir figure 7).

Figure 6 Evolution du solde courant de la balance des paiements selon les deux systèmes



Sources : INSTAT/Comptes Nationaux sous SCN 2008, BDP/BCEAO

5.2.2. Autres agrégats macroéconomiques

Quelques ratios et agrégats macroéconomiques calculés à partir des résultats des comptes nationaux de 2015 et 2016 sous SCN 2008 permettent de caractériser l'économie Malienne (voir tableau 6).

Tableau 6: Résumé de quelques Indicateurs macroéconomiques

Autres agrégats macroéconomiques	2015	2 016
Population totale	17 819 147	18 341 245
PIB par tête (en Francs CFA)	517 026	540 992
Consommation finale des ménages par tête (en Francs CFA)	372 799	384 602
Consommation finale des ménages / PIB (en %)	72,1	71,1
Consommation finale Publique / PIB (en %)	14,4	14,2
Consommation finale des ISBL-SM / PIB (en %)	1,7	1,7
FBCF / PIB (en %)	23,8	25,6
Investissement total / PIB (en %)	24,9	27,3
Exportations / PIB (en %)	20,2	19,7
Importations / PIB (en %)	33,4	34,0
Taux de couverture du commerce extérieur (Exportations/Importations) (en %)	60,6	57,9
Degré d'ouverture de l'économie ((Exportations + Importations)/2) / PIB (en %)	53,6	53,6
Valeur ajoutée du Secteur informel/PIB (en %)	55,2	55,5

Sources : INSTAT/Comptes Nationaux sous SCN 2008

VI. CONCLUSIONS

Les travaux de la rénovation des comptes nationaux selon le SCN 2008 est un exercice minutieux et rigoureux mais exaltant. La mise en œuvre de ces nouvelles normes internationales en matière de comptabilité nationale requiert des moyens financiers, matériels humains importants.

En ce qui concerne le cas du Mali, l'année de base retenue est 2015. Ce faisant, l'adoption d'une nouvelle nomenclature d'activités et des produits et les sources de données relativement améliorées avec l'application des recommandations du SCN 2008 ont abouti à une hausse du PIB. En effet, le PIB nominal passe de 7 747,6 milliards de FCFA selon le SCN 1993 avec l'année de base 1997 à 9 212,9 milliards de FCFA selon le SCN 2008 avec l'année de base 2015, soit une réévaluation de 18,9%.

A l'issue des travaux du rebasage, on note la prédominance du secteur tertiaire en matière contribution au PIB contrairement aux anciens comptes caractérisés par une contribution plus élevée du secteur primaire.

En perspectives, suite de l'élaboration des comptes nationaux de l'année de base 2015 et de la première année courante 2016, il s'agit de démarrer les travaux des comptes définitifs des années 2017, 2018 et 2019 selon le SCN 2008 et les travaux de retropolation des anciennes séries des comptes pour la mise à jour des comptes nationaux trimestriels et des matrices de comptabilité sociales (MCS) et d'autres agrégats macroéconomiques en vue de mieux satisfaire les besoins des utilisateurs.

La retropolation consiste à réécrire l'ancienne série des comptes (SCN 1993) dans le nouveau système en y intégrant l'ensemble des changements pris en compte dans la nouvelle année de base. Cet exercice nécessite la réalisation d'enquêtes et d'études spécifiques sur l'extraction de sable et graviers, l'orpaillage, le transport informel...

Encadré : Contribution des nouvelles sources à la rénovation des comptes nationaux

A l'instar d'autres sources, le RGUE est une opération statistique d'envergure nationale qui a été initié par le Gouvernement de la République du Mali pour mieux appréhender la structure actuelle de l'économie et servir de base pour d'autres opérations statistiques. Le RGUE se déroule en deux (02) phases à savoir, la phase de cartographie/repérage des unités économiques déjà réalisée et celle du dénombrement des unités économiques attendue.

Les résultats de la phase de cartographie/repérage ont été utilisés dans le cadre des travaux de rénovation des comptes nationaux pour améliorer la couverture des branches d'activités formelles et informelles.

La prise en compte des nouvelles sources a permis de réduire considérablement le poids des données estimées au profit des données sources. A ce titre, il faut noter que la part de la valeur ajoutée issue des données sources est plus importante et améliore la qualité des comptes élaborés.

Les résultats de la phase de cartographie/ repérage du RGUE ont permis de consolider les premiers résultats du changement d'année de base et d'améliorer leur robustesse. En effet, dans les résultats préliminaires, 24% de la production était arbitrée. Avec l'intégration des données de cartographie/ repérage du RGUE, le niveau d'arbitrage passe à 11,5%.

*L'apport des données de la cartographie/ repérage du RGUE est évalué à **840,088 milliards FCFA**, soit **9,8%** de la valeur ajoutée totale.*

La réalisation de la phase de cartographie/repérage du RGUE a été utile dans le processus du changement de l'année de base et la migration vers le SCN2008. Ce faisant la réalisation attendue de la phase de dénombrement du RGUE devrait conduire à une amélioration de la couverture des branches de l'activité économique du Mali.

*L'utilisation des enquêtes auprès des ménages comme EHCVM, ELIM et EMOP ont permis d'accroître la consommation finale des ménages de **9,3%** par rapport à son niveau du SCN93, soit une augmentation **567,246 milliards FCFA**.*

*La réalisation de l'enquête auprès des ISBL a permis de mieux valoriser l'importance de leur activité dans l'économie nationale, dont la production est ressortie à **167,03 milliards de FCFA**.*

*Par ailleurs, l'enquête ERI-ESI confirme l'importance des activités du secteur informel dans la création de richesse. Néanmoins, elle révèle une légère surestimation de la part de l'informel évaluée à près de **55,16%** du PIB contre **60%** selon le SCN93.*

ANNEXE

Annexe 1 : Ressources/emplois du PIB (md. FCFA courant) de 2015 et 2016

PIB Courant (au prix de l'année courante)	2015	2016
Secteur Primaire	2812,6	3075,8
Agriculture vivrière	1460,9	1571,1
Culture du coton	77,4	97,5
Égrenage du coton	40,1	38,3
Elevage et chasse	940,6	1061,5
Sylviculture et exploitation forestière	195,6	206,4
Pêche, Pisciculture, aquaculture	98,2	100,9
Secteur Secondaire	2059,3	2172,2
Activités extractive (or)	707,9	770,4
Autres activités extractive	106,7	115,8
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac	580,0	561,0
Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage, de chaussures	100,5	105,2
Fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et de cartons, imprimerie et reproduction d'enregistrements	14,7	14,8
Fabrication de produits chimiques et de produits pharmaceutiques	19,1	26,1
Travail du caoutchouc et du plastique	2,2	2,6
Fabrication de matériaux minéraux	15,2	18,0
Métallurgie	8,6	8,7
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	10,3	11,6
Fabrication de machines et équipements	22,0	22,3
Fabrication de meubles et matelas	7,7	7,1
Autres industries manufacturières	36,7	31,6
Reparation et installation de machines et d'équipement professionnels	4,4	5,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques	80,6	88,3
Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et depollution	28,6	31,2
Construction	314,3	351,5
Secteur tertiaire	3694,1	3901,3
Commerce	1137,7	1193,8
Transports, entreposage et services des auxiliaires de transport	132,4	143,2
Activités de poste et de courrier	0,8	0,9
Hébergement et restauration	79,7	83,2
Information et communication	408,3	441,8
Activités financières et d'assurance	177,1	191,5
Activités immobilières	438,1	456,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	43,4	50,3
Activités de services de soutien et de bureau	140,6	150,4
Activités d'administration publique	532,0	549,1
Enseignement	383,3	410,8
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	75,6	78,4
Activités artistiques, sportives et récréatives	8,1	9,3
Autres activités de services N.C.A	111,4	115,5
Activités spécialises des ménages	25,3	26,7
PIB aux couts des Facteurs	8566,0	9149,4
Impôts nets sur produits	647,0	773,1
Produit intérieur brut au prix du marché	9213,0	9922,5
Consommation finale	8128,8	8630,4
Ménages	6643,0	7054,1
Administration publique	1326,0	1408,7
ISBL-SM	159,8	167,6
Formation brute de capital fixe	2196,6	2544,5
Variation de stocks	49,9	116,5
Acquisition objets de valeur	47,1	49,4
Exportations de biens et services	1863,2	1950,6
Importations de biens et services	3072,6	3369,0
Produit intérieur brut au prix du marché	9213,0	9922,5

Annexe 2 : Ressources/emplois du PIB (md. FCFA constant) de 2015 et 2016

PIB Constant (au prix de l'année précédente)	2015	2016
Secteur Primaire	2812,6	2987,8
Agriculture vivrière	1460,9	1546,9
Culture du coton	77,4	97,5
Égrenage du coton	40,1	40,3
Elevage et chasse	940,6	995,4
Sylviculture et exploitation forestière	195,6	204,3
Pêche, Pisciculture, aquaculture	98,2	103,4
Secteur Secondaire	2059,3	2115,8
Activités extractive (or)	707,9	719,7
Autres activités extractive	106,7	113,9
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac	580,0	552,2
Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage, de chaussures	100,5	105,0
Fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et de cartons, imprimerie et reproduction d'enregistrements	14,7	13,6
Fabrication de produits chimiques et de produits pharmaceutiques	19,1	24,4
Travail du caoutchouc et du plastique	2,2	2,4
Fabrication de matériaux minéraux	15,2	17,1
Métallurgie	8,6	9,5
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	10,3	12,1
Fabrication de machines et équipements	22,0	23,2
Fabrication de meubles et matelas	7,7	3,7
Autres industries manufacturières	36,7	38,7
Reparation et installation de machines et d'équipement professionnels	4,4	5,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques	80,6	85,6
Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et depollution	28,6	31,0
Construction	314,3	358,3
Secteur tertiaire	3694,1	3919,8
Commerce	1137,7	1213,7
Transports, entreposage et services des auxiliares de transport	132,4	139,0
Activités de poste et de courrier	0,8	0,9
Hébergement et restauration	79,7	86,4
Information et communication	408,3	451,3
Activités financières et d'assurance	177,1	199,0
Activités immobilières	438,1	454,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	43,4	52,1
Activités de services de soutien et de bureau	140,6	156,7
Activités d'administration publique	532,0	576,1
Enseignement	383,3	361,5
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	75,6	77,8
Activités artistiques, sportives et récréatives	8,1	9,3
Autres activités de services N.C.A	111,4	115,2
Activités spécialises des ménages	25,3	26,7
PIB aux couts des Facteurs	8566,0	9023,4
Impôts nets sur produits	647,0	742,8
Produit intérieur brut au prix du marché	9213,0	9766,2
Consommation finale	8128,8	8573,1
Ménages	6643,0	7014,4
Administration publique	1326,0	1393,2
ISBL-SM	159,8	165,5
Formation brute de capital fixe	2196,6	2541,8
Variation de stocks	49,9	115,8
Acquisition objets de valeur	47,1	51,4
Exportations de biens et services	1863,2	1891,2
Importations de biens et services	3072,6	3407,2
Produit intérieur brut au prix du marché	9213,0	9766,2

Annexe 3 : Taux de croissance réelle du PIB de 2016

Taux de croissance (base 100 = année précédente)	2016
Secteur Primaire	6,2%
Agriculture vivrière	5,9%
Culture du coton	26,0%
Égrenage du coton	0,6%
Elevage et chasse	5,8%
Sylviculture et exploitation forestière	4,5%
Pêche, Pisciculture, aquaculture	5,3%
Secteur Secondaire	2,7%
Activités extractive (or)	1,7%
Autres activités extractive	6,8%
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac	-4,8%
Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage	4,5%
Fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et de cartons, imprimerie et reproduction	-6,9%
Fabrication de produits chimiques et de produits pharmaceutiques	27,9%
Travail du caoutchouc et du plastique	8,8%
Fabrication de matériaux minéraux	12,4%
Métallurgie	11,1%
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	17,7%
Fabrication de machines et équipements	5,5%
Fabrication de meubles et matelas	-51,7%
Autres industries manufacturières	5,4%
Reparation et installation de machines et d'équipement professionnels	21,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques	6,2%
Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et depollution	8,6%
Construction	14,0%
Secteur tertiaire	6,1%
Commerce	6,7%
Transports, entreposage et services des auxiliaires de transport	5,0%
Activités de poste et de courrier	11,6%
Hébergement et restauration	8,4%
Information et communication	10,5%
Activités financières et d'assurance	12,3%
Activités immobilières	3,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,1%
Activités de services de soutien et de bureau	11,4%
Activités d'administration publique	8,3%
Enseignement	-5,7%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2,9%
Activités artistiques, sportives et récréatives	15,5%
Autres activités de services N.C.A	3,3%
Activités spécialises des ménages	5,3%
PIB aux coûts des Facteurs	5,3%
Impôts nets sur produits	14,8%
Produit intérieur brut au prix du marché	6,0%
Consommation finale	5,5%
<i>Ménages</i>	5,6%
<i>Administration publique</i>	5,1%
<i>ISBL-SM</i>	3,6%
Formation brute de capital fixe	15,7%
Variation de stocks	
Acquisition objets de valeur	9,2%
Exportations de biens et services	1,5%
Importations de biens et services	10,9%
Produit intérieur brut au prix du marché	6,0%

Annexe 4 : Déflateur du PIB de 2015-2016

Deflateur	2015	2016
Secteur Primaire	100,0	102,9
Agriculture vivrière	100,0	101,6
Culture du coton	100,0	100,1
Égrenage du coton	100,0	95,2
Elevage et chasse	100,0	106,6
Sylviculture et exploitation forestière	100,0	101,0
Pêche, Pisciculture, aquaculture	100,0	97,6
Secteur Secondaire	100,0	102,7
Activités extractive (or)	100,0	107,0
Autres activités extractive	100,0	101,7
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac	100,0	101,6
Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles	100,0	100,1
Fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et de cartons, imprimerie et rep	100,0	108,7
Fabrication de produits chimiques et de produits pharmaceutiques	100,0	107,0
Travail du caoutchouc et du plastique	100,0	106,3
Fabrication de matériaux minéraux	100,0	105,7
Métallurgie	100,0	91,8
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	100,0	96,0
Fabrication de machines et équipements	100,0	96,2
Fabrication de meubles et matelas	100,0	190,6
Autres industries manufacturières	100,0	81,6
Reparation et installation de machines et d'équipement professionnels	100,0	109,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques	100,0	103,2
Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et depollutio	100,0	100,6
Construction	100,0	98,1
Secteur tertiaire	100,0	99,5
Commerce	100,0	98,4
Transports, entreposage et services des auxiliares de transport	100,0	103,0
Activités de poste et de courrier	100,0	99,2
Hébergement et restauration	100,0	96,4
Information et communication	100,0	97,9
Activités financières et d'assurance	100,0	96,3
Activités immobilières	100,0	100,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100,0	96,6
Activités de services de soutien et de bureau	100,0	96,0
Activités d'administration publique	100,0	95,3
Enseignement	100,0	113,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	100,0	100,8
Activités artistiques, sportives et récréatives	100,0	99,1
Autres activités de services N.C.A	100,0	100,3
Activités spécialises des ménages	100,0	100,0
PIB aux couts des Facteurs	100,0	101,4
Impôts nets sur produits	100,0	104,1
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0	101,6
Consommation finale	100,0	100,7
Ménages	100,0	100,6
Administration publique	100,0	101,1
ISBL-SM	100,0	101,3
Formation brute de capital fixe	100,0	100,1
Variation de stocks	100,0	100,6
Acquisition objets de valeur	100,0	96,1
Exportations de biens et services	100,0	103,1
Importations de biens et services	100,0	98,9
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0	101,6

Annexe 5: Répartition sectorielle en % du PIB de 2015 et 2016

Part dans le PIB constant (N-1)	2015	2016
Secteur Primaire	30,5%	30,6%
Agriculture vivrière	15,9%	15,8%
Culture du coton	0,8%	1,0%
Égrenage du coton	0,4%	0,4%
Elevage et chasse	10,2%	10,2%
Sylviculture et exploitation forestière	2,1%	2,1%
Pêche, Pisciculture, aquaculture	1,1%	1,1%
Secteur Secondaire	22,4%	21,7%
Activités extractive (or)	7,7%	7,4%
Autres activités extractive	1,2%	1,2%
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac	6,3%	5,7%
Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage	1,1%	1,1%
Fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et de cartons, imprimerie et reproduction	0,2%	0,1%
Fabrication de produits chimiques et de produits pharmaceutiques	0,2%	0,2%
Travail du caoutchouc et du plastique	0,0%	0,0%
Fabrication de matériaux minéraux	0,2%	0,2%
Métallurgie	0,1%	0,1%
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	0,1%	0,1%
Fabrication de machines et équipements	0,2%	0,2%
Fabrication de meubles et matelas	0,1%	0,0%
Autres industries manufacturières	0,4%	0,4%
Reparation et installation de machines et d'équipement professionnels	0,0%	0,1%
Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques	0,9%	0,9%
Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et dépollution	0,3%	0,3%
Construction	3,4%	3,7%
Secteur tertiaire	40,1%	40,1%
Commerce	12,3%	12,4%
Transports, entreposage et services des auxiliares de transport	1,4%	1,4%
Activités de poste et de courrier	0,0%	0,0%
Hébergement et restauration	0,9%	0,9%
Information et communication	4,4%	4,6%
Activités financières et d'assurance	1,9%	2,0%
Activités immobilières	4,8%	4,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,5%	0,5%
Activités de services de soutien et de bureau	1,5%	1,6%
Activités d'administration publique	5,8%	5,9%
Enseignement	4,2%	3,7%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,8%	0,8%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,1%	0,1%
Autres activités de services N.C.A	1,2%	1,2%
Activités spécialisées des ménages	0,3%	0,3%
PIB aux coûts des Facteurs	93,0%	92,4%
Impôts nets sur produits	7,0%	7,6%
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0%	100,0%
Consommation finale	88,2%	87,8%
Ménages	72,1%	71,8%
Administration publique	14,4%	14,3%
ISBL-SM	1,7%	1,7%
Formation brute de capital fixe	23,8%	26,0%
Variation de stocks	0,5%	1,2%
Acquisition objets de valeur	0,5%	0,5%
Exportations de biens et services	20,2%	19,4%
Importations de biens et services	33,4%	34,9%
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0%	100,0%

Annexe 6: Contribution sectorielle à la croissance du PIB de 2016

Contribution au PIB constant (N-1)	2016
Secteur Primaire	1,9%
Agriculture vivrière	0,9%
Culture du coton	0,2%
Égrenage du coton	0,0%
Elevage et chasse	0,6%
Sylviculture et exploitation forestière	0,1%
Pêche, Pisciculture, aquaculture	0,1%
Secteur Secondaire	0,6%
Activités extractive (or)	0,1%
Autres activités extractive	0,1%
Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac	-0,3%
Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage, de chaussures	0,0%
Fabrication d'articles en bois (hors meubles), de papier et de cartons, imprimerie et reproduction d'enregistrements	0,0%
Fabrication de produits chimiques et de produits pharmaceutiques	0,1%
Travail du caoutchouc et du plastique	0,0%
Fabrication de matériaux minéraux	0,0%
Métallurgie	0,0%
Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	0,0%
Fabrication de machines et équipements	0,0%
Fabrication de meubles et matelas	0,0%
Autres industries manufacturières	0,0%
Reparation et installation de machines et d'équipement professionnels	0,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques	0,1%
Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et depollution	0,0%
Construction	0,5%
Secteur tertiaire	2,5%
Commerce	0,8%
Transports, entreposage et services des auxiliares de transport	0,1%
Activités de poste et de courrier	0,0%
Hébergement et restauration	0,1%
Information et communication	0,5%
Activités financières et d'assurance	0,2%
Activités immobilières	0,2%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,1%
Activités de services de soutien et de bureau	0,2%
Activités d'administration publique	0,5%
Enseignement	-0,2%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,0%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,0%
Autres activités de services N.C.A	0,0%
Activités spécialises des ménages	0,0%
PIB aux couts des Facteurs	5,0%
Impôts nets sur produits	1,0%
Produit intérieur brut au prix du marché	6,0%
Consommation finale	4,8%
Ménages	4,0%
Administration publique	0,7%
ISBL-SM	0,1%
Formation brute de capital fixe	3,7%
Variation de stocks	0,7%
Acquisition objets de valeur	0,0%
Exportations de biens et services	0,3%
Importations de biens et services	3,6%
Produit intérieur brut au prix du marché	6,0%